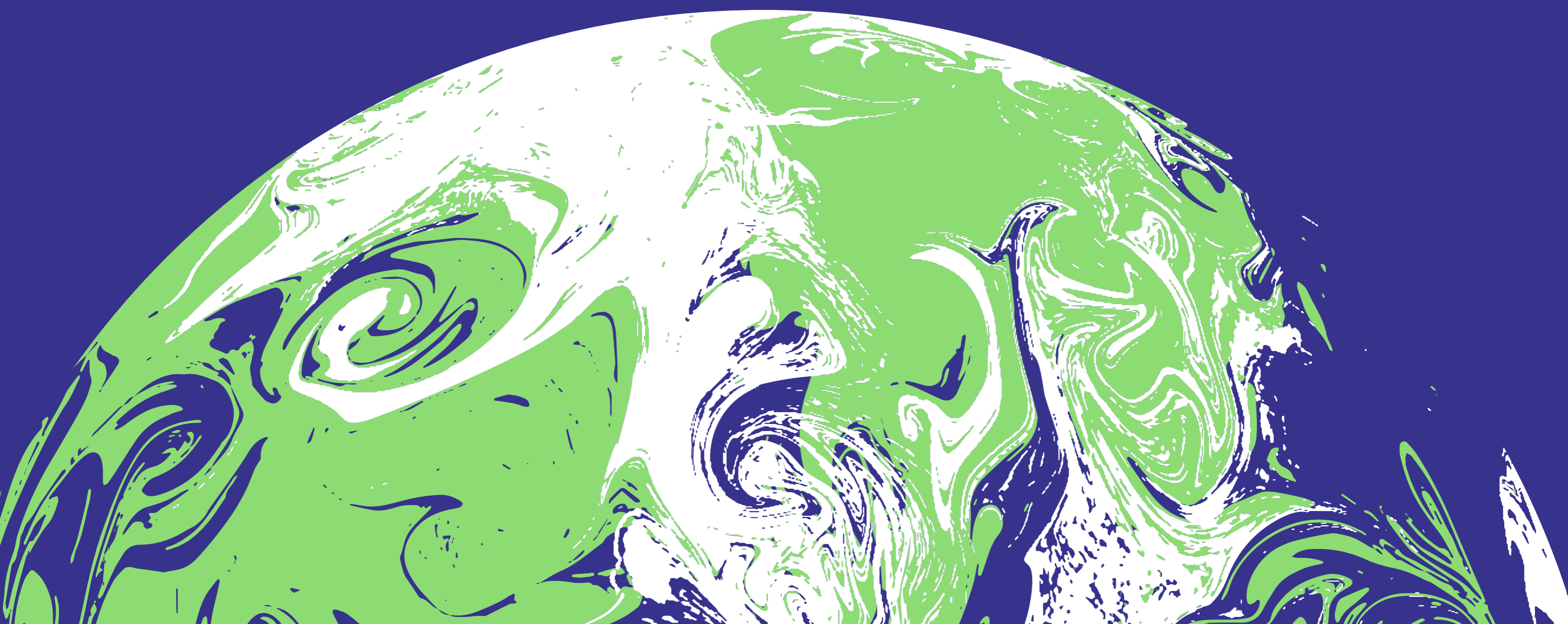


UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021

IN PARTNERSHIP WITH ITALY

COMPRENDRE LA COP26





« Pour assurer un meilleur avenir à nos enfants et aux générations futures, les pays doivent prendre des mesures intérieures et extérieures urgentes pour renverser la progression des changements climatiques. À l'approche de l'important sommet de la COP26 au Royaume-Uni, c'est avec ambition, courage et esprit de collaboration que nous pouvons saisir ensemble ce moment, afin de pouvoir engager une reprise moins polluante, reconstruire en plus vert et rétablir la santé de notre planète. »

PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI

BORIS JOHNSON

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boris Johnson', written in a cursive style.



AVANT-PROPOS

La pandémie de Covid-19 a frappé des millions de personnes dans le monde, et perturbé de nombreux secteurs de l'économie mondiale. Les gouvernements, dont le nôtre, ont intensifié leurs efforts pour protéger les vies et les moyens de subsistance. Or, le changement climatique s'est poursuivi, et à terme il menace la vie sur Terre.

À l'heure où les pays commencent à se relever de la pandémie de coronavirus, nous devons saisir cette occasion historique de lutter en même temps contre les changements climatiques – afin de reconstruire mieux, et plus vert. Nous pouvons assurer partout dans le monde des relances vertes porteuses d'emplois de qualité, de milliards en investissements et de technologies de pointe inédites. Et nous devons nous y employer. Afin de maîtriser la température de la planète – à savoir, limiter sa hausse à 1,5 degré Celsius –, la science veut que, d'ici la seconde moitié du siècle, nous produisions moins de CO₂ que nous en retirons de l'atmosphère. C'est ce que l'on entend par atteindre le net zéro.

La marche vers cet objectif a déjà commencé. En dépit de la pandémie, le sens de la marche

est en train de changer. Environ 70 % de l'économie mondiale sont désormais couverts par les objectifs d'émissions nettes égales à zéro, contre moins de 30 % lorsque le Royaume-Uni a accepté la présidence de la COP26. Le monde se dirige vers un avenir à faible carbone. L'énergie non polluante, éolienne et solaire par exemple, est dorénavant la source d'énergie la moins chère dans la plupart des pays; bon nombre de constructeurs automobiles du monde entier sont en train de passer à la production exclusive de modèles électriques et hybrides; aux quatre coins de la planète, les pays lancent d'importants chantiers pour protéger et restaurer la nature; les villes, les États et les régions du monde entier s'engagent aussi à réduire leurs émissions à zéro.

Notre pays, le Royaume-Uni, montre la voie à suivre : au cours des 30 dernières années, les gouvernements britanniques ont fait croître l'économie de 78 % tout en réduisant les émissions de 44 %. Cela montre que la croissance verte est une réalité. En 2012, 40 % de notre électricité provenait du charbon. Ce taux est désormais inférieur à 2 %. Cela montre que le changement est possible. Le Royaume-Uni a été le premier pays à s'engager à réduire ses émissions de CO₂ de 78 % d'ici 2035. Nous éliminerons complètement les centrales à charbon d'ici 2024 et nous cesserons de vendre des véhicules neufs à essence ou au diesel d'ici

2030. Pour restaurer la nature, nous adoptons des objectifs juridiquement contraignants et réformons en profondeur les subventions agricoles. Le Premier ministre a présenté un Plan en dix points en faveur d'une révolution industrielle verte pour nous aider à réaliser nos engagements pour le climat tout en créant des milliers d'emplois hautement qualifiés et déjà, les Britanniques sont beaucoup plus nombreux à vivre de métiers verts non polluants.

Partout dans le monde nous constatons aussi des progrès. Conjointement avec les Nations Unies, la France et le Chili, nous avons organisé le Sommet sur l'ambition climatique qui a rassemblé 75 dirigeants du monde entier. Nous avons grâce à lui fait un grand pas en avant, chaque dirigeant présent ayant annoncé de nouveaux engagements pour le climat. C'est un indicateur important de l'importance que nous attachons tous à réduire les émissions de CO₂ dès maintenant. Pourtant, il va nous falloir faire beaucoup plus. Nous ne pouvons pas attendre 2029 et décider de réduire nos émissions de 50 % d'ici 2030. C'est pourquoi au cours des six prochains mois le Royaume-Uni poussera les autres acteurs à ne pas reculer devant les grandes décisions politiques : en finir avec les centrales à charbon, éliminer progressivement les véhicules polluants, rendre l'agriculture plus durable, lutter contre la déforestation et apporter une aide financière aux pays en développement.

Hélas, la réduction des émissions ne suffit pas. Pour maintes nations, le tableau est bien plus sombre. Je suis né en Inde et ai été pendant un certain temps le ministre en charge de l'aide internationale au sein du gouvernement britannique – je comprends vraiment les pays moins développés qui estiment que c'est aux nations industrielles développées de contribuer à résoudre un problème qu'elles ont en grande partie créé. De fait, l'une des raisons pour lesquelles nous sommes déterminés à ce que la COP26 se tienne en présentiel est de faire en sorte que les points de vue de ces pays soient entendus et suivis d'effets.

Pour ces pays les plus vulnérables aux incidences des changements climatiques, qui voient déjà leurs maisons disparaître sous les eaux et leurs récoltes annihilées par la sécheresse, la COP26 ne peut tout simplement pas être un autre lieu de palabres. En 2009, les

pays riches avaient promis qu'ils s'efforceraient de mobiliser 100 Mrd USD par an d'ici 2020 pour aider ces pays à lutter contre les changements climatiques. Les pays donateurs doivent démontrer que cette cible sera non seulement atteinte, mais dépassée. En tant que Président désigné de la COP, je suis résolu à ce que nous nous y employions.

Il n'existe pas de chemin praticable vers des émissions nettes égales à zéro qui ne passe pas par la protection et la réhabilitation de la nature à une échelle sans précédent. Si nous souhaitons réellement maintenir la hausse des températures à 1,5 degré et nous adapter aux effets des changements climatiques, nous devons modifier nos modes de gestion des terres et des mers et nos modes de production de nos aliments. Cela est également important si nous voulons protéger et rétablir la biodiversité mondiale, dont dépend toute la vie.

Lors de la COP26, nous œuvrerons avec nos partenaires pour faire avancer l'action pour protéger et réhabiliter les forêts et les écosystèmes critiques, et nous défendrons la transition vers une agriculture durable, résiliente et favorable à la nature.

La COP26 doit être décisive. Les générations futures se souviendront-elles de ce moment avec admiration ou désespoir? Cela dépendra entièrement de notre capacité à saisir cette occasion. Saisissons-la ensemble!



ALOK SHARMA
PRÉSIDENT DÉSIGNÉ DE LA COP



INTRODUCTION

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES REPRÉSENTENT LE PLUS GRAND RISQUE AUQUEL NOUS SOMMES CONFRONTÉS

Partout dans le monde, les tempêtes, les inondations et les feux incontrôlés s'intensifient. La pollution atmosphérique affecte malheureusement la santé de dizaines de millions de personnes, et les phénomènes météorologiques imprévisibles font subir des préjudices incalculables aux habitations ainsi qu'aux moyens de subsistance. Or, aussi dévastateurs que soient les effets des changements climatiques, les avancées réalisées pour les contrer se traduisent par un air plus pur, la création d'emplois de qualité et la réhabilitation de la nature, tout en entraînant la croissance économique.

Malgré les occasions qui se présentent, nous n'agissons pas assez vite. Pour éviter cette crise, les pays doivent de toute urgence mettre leurs forces en commun.

En novembre, le Royaume-Uni, conjointement avec son partenaire l'Italie, accueillera un événement que beaucoup considèrent comme la meilleure dernière chance qu'a le monde de maîtriser l'emballement du climat. Depuis près de trente ans, les Nations Unies rassemblent presque tous les pays de la planète autour de sommets mondiaux sur le climat : ce sont les COP, ou « Conférence des Parties ». Dans cette période, les changements climatiques sont passés d'une question marginale à une priorité mondiale. Cette année sera celle du 26^e sommet annuel – d'où son nom, la COP26. Le Royaume-Uni ayant la présidence de la COP26, celle-ci se tiendra à Glasgow.

À l'approche de la COP26, le Royaume-Uni collabore avec chaque nation pour parvenir à un accord sur la façon de lutter contre les changements climatiques. Plus de 190 dirigeants mondiaux sont attendus en Écosse. Se joindront à eux des dizaines de milliers de négociateurs, représentants de gouvernements, entreprises et citoyens pour douze jours de pourparlers. L'entreprise est

certes d'envergure, mais ce n'est pas pour autant encore un autre sommet international. La plupart des experts s'accordent à croire que la COP26 revêt une urgence particulière.

Pour comprendre pourquoi, il nous faut revenir en arrière, sur une autre COP : la COP21, qui s'est tenue à Paris en 2015. Pour la toute première fois, quelque chose de mémorable s'y produisit : tous les pays acceptèrent de coopérer pour limiter le réchauffement climatique à bien en dessous de 2 degrés Celsius en se fixant pour cible 1,5 degré, s'adapter aux effets de l'évolution du climat et débloquer des capitaux pour atteindre ces objectifs. L'Accord de Paris était né. L'engagement à se fixer pour objectif 1,5 degré est important, sachant que chaque fraction de degré de réchauffement se solde tragiquement par une mortalité fortement accrue et bien plus de moyens d'existence compromis.

En vertu de l'Accord de Paris, les pays se sont engagés à présenter des plans nationaux – appelés contributions déterminées au niveau national ou CDN – expliquant de combien ils réduiraient leurs émissions. Ils sont convenus de revenir tous les cinq ans avec un plan actualisé qui représenterait leur ambition la plus élevée possible à ce moment-là.

La période précédant le sommet de cette année à Glasgow est le moment (retardé d'un an à cause de la pandémie) où les pays mettent à jour leur plan de réduction des émissions. Toutefois, les engagements présentés à Paris étaient loin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré, et le créneau pour y parvenir est en train de se refermer. La décennie allant jusqu'en 2030 sera cruciale. C'est pourquoi, aussi mémorable que fût la Conférence de Paris, les pays doivent aller beaucoup plus loin pour garder intact notre espoir de limiter la hausse des températures à 1,5 degré.

Les sommets internationaux sur le climat sont complexes. Ici, au sein de l'équipe de la COP26 du Royaume-Uni, nous souhaitons vous aider à comprendre ce qu'est la COP26 et ce que l'équipe britannique cherche à atteindre. Dans la présente introduction, vous trouverez une synthèse de nos objectifs, des explications sur les procédures, un glossaire des termes techniques et, peut-être plus important encore, diverses suggestions pour vous impliquer.



LEADERSHIP DU ROYAUME-UNI SUR LE CLIMAT

En matière d'action sur les changements climatiques, le Royaume-Uni a de quoi être très fier. Nous avons montré que l'action pour le climat pouvait aller de pair avec la croissance économique. En effet, entre 1990 et 2019, nous avons enregistré une croissance propre record. Dans cette période, notre économie a progressé de 78 % et nos émissions ont reculé de 44 % dans le même temps, soit la baisse la plus rapide au sein du G7.

- Depuis 2000, nous avons décarboné notre économie plus vite que n'importe quel autre pays du G20
- Nous avons été la première grande économie à inscrire dans sa législation l'objectif de parvenir à des émissions nettes de CO₂ égales à zéro d'ici 2050
- Nous sommes le plus gros producteur du monde d'énergie éolienne en mer
- Nous mettrons fin aux subventions directes des pouvoirs publics au secteur de l'énergie fossile outre-mer
- Nous prévoyons de doubler notre financement international de la lutte contre le changement climatique pour aider les nations en développement à hauteur de 11,6 Mrd GBP (16,46 Mrd USD) au cours des cinq prochaines années jusqu'à 2025/2026
- Nous avons annoncé la fin de la vente de voitures à essence et au diesel au Royaume-Uni d'ici 2030, le pays étant ainsi en passe de devenir le plus rapide parmi ceux du G7 à décarboner ses automobiles et camionnettes

- Dans les cinq prochaines années, nous consacrerons au moins 3 Mrd GBP (4,26 Mrd USD) de notre financement international de la lutte contre le changement climatique à la nature et aux solutions naturelles
- Nous allons reboiser 30 000 hectares de notre territoire chaque année d'ici 2025
- Nous avons annoncé des plans qui donnent aux agriculteurs un rôle de premier plan pour inverser la tendance à la dégradation de l'environnement et lutter contre les changements climatiques
- Nous rendrons obligatoire la publication de rapports relatifs au climat dans l'ensemble de l'économie d'ici 2025, la plupart des obligations entrant en vigueur d'ici 2023
- Le secteur et la chaîne d'approvisionnement à faible carbone fournissent plus de 460 000 emplois au Royaume-Uni. Notre ambition est de créer jusqu'à deux millions d'emplois verts d'ici 2030.

Alors que partout dans le monde nous cherchons à nous remettre des effets du coronavirus sur nos vies, nos moyens de subsistance et nos économies, nous avons la possibilité de reconstruire en mieux. Notre Plan en dix points contribuera à opérer une révolution industrielle verte – en investissant dans les énergies et les transports propres, la nature et les technologies innovantes – créatrice en même temps de centaines de milliers d'emplois.

Donner au monde l'exemple pour lutter contre les changements climatiques et s'y adapter représente pour le Royaume-Uni un enjeu économique majeur, qui permettra de créer de nouveaux emplois qualifiés sur l'ensemble du territoire et ouvrira des perspectives d'exportation pour nos entreprises.

QUE DEVONS-NOUS ACCOMPLIR À LA COP26?

OBTENIR D'ICI LE MILIEU DU SIÈCLE LA NEUTRALITÉ CARBONE DANS LE MONDE ET GARDER L'OBJECTIF DE 1,5 DEGRÉ À NOTRE PORTÉE.

Les pays sont invités à présenter pour 2030 des objectifs ambitieux de réduction des émissions (CDN) conformes à la réalisation de la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. Pour atteindre effectivement ces cibles ambitieuses, les pays devront accélérer l'élimination progressive du charbon, encourager les investissements dans les énergies renouvelables, enrayer la déforestation et passer plus rapidement aux véhicules électriques.

S'ADAPTER POUR PROTÉGER LES COMMUNAUTÉS ET LES HABITATS NATURELS.

Le climat est déjà en train de changer et il continuera à changer, avec des effets dévastateurs, alors même que nous réduirons nos émissions. Lors de la COP26, nous devons coopérer pour habiliter et encourager les pays affectés par les changements climatiques à protéger et rétablir les écosystèmes, ériger des défenses, mettre en place des systèmes d'alerte et rendre leurs infrastructures et leur agriculture plus résilientes afin d'éviter les pertes d'habitations, de moyens de subsistance et de vies humaines.

MOBILISER DES CAPITAUX.

Pour réaliser nos deux premiers objectifs, les pays développés doivent tenir leur promesse de réunir au moins 100 Mrd GBP (142 Mrd USD) par an pour le financement de la lutte contre le changement climatique. Les institutions financières internationales doivent jouer leur rôle et nous devons nous employer à débloquer les billions de capitaux privés et publics nécessaires pour obtenir la neutralité carbone mondiale.

COOPÉRER POUR TENIR NOS PROMESSES.

Ce n'est qu'en coopérant que nous pourrions relever les défis des changements climatiques. À l'occasion de la COP26, nous devons parachever le « Rulebook » de Paris, à savoir les règles nécessaires à l'application de l'Accord de Paris. De plus, nous devons muer nos ambitions en action en accélérant la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile pour atteindre plus rapidement nos objectifs pour le climat.



OBTENIR LE « NET ZÉRO » DANS LE MONDE ET GARDER L'OBJECTIF DE 1,5 DEGRÉ À NOTRE PORTÉE.

À L'HEURE ACTUELLE, LE MONDE N'EST PAS SUR LA BONNE VOIE POUR LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE À 1,5 DEGRÉ.

Les objectifs annoncés à Paris entraîneraient un réchauffement bien supérieur à 3 degrés d'ici 2100 par rapport aux niveaux préindustriels. Si nous continuons ainsi, les températures continueront à s'élever, entraînant encore plus d'inondations catastrophiques, de feux de brousse, de phénomènes météorologiques extrêmes et de destructions d'espèces.

Ces derniers mois, nous avons progressé pour rapprocher la courbe du climat des 2 degrés; la science démontre cependant qu'il reste encore beaucoup à faire pour faire en sorte que l'objectif de 1,5 degré reste accessible. Le monde doit réduire de moitié ses émissions au cours de la prochaine décennie et parvenir à des émissions nettes de carbone égales à zéro d'ici le milieu du siècle si nous voulons limiter l'élévation des températures planétaires à 1,5 degré.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, tous les pays ont accepté de communiquer ou d'actualiser tous les cinq ans leurs objectifs de réduction des émissions – leur contribution déterminée au niveau national (CDN) – pour rendre compte de leur ambition la plus élevée possible et d'une progression dans le temps. Ces objectifs indiquent jusqu'où les pays prévoient de réduire leurs émissions sur l'ensemble de leur économie et/ou dans des secteurs précis.

2020 a marqué le premier de ces cycles quinquennaux. Autrement dit, les pays sont censés mettre à jour leurs objectifs pour 2030 avant notre rencontre à Glasgow. Nous appelons tous les pays à les mettre à jour de sorte qu'ils soient compatibles avec le maintien de la hausse des températures à 1,5 degré. Il importe tout particulièrement que les pays développés et les plus gros émetteurs montrent l'exemple.

Aussi importants soient-ils, les objectifs doivent se traduire par une action rapide. C'est pourquoi les pays développés doivent abandonner rapidement le charbon comme source d'énergie, et tous les pays s'engager à n'ouvrir ou ne financer nulle part dans le monde aucune nouvelle centrale thermique au charbon.

En même temps, nous devons joindre nos efforts pour mieux aider les pays en développement à fournir une énergie non polluante à leurs citoyens.

Les forêts jouent un rôle vital pour éliminer le carbone de l'atmosphère. Leur protection est essentielle si nous souhaitons réaliser les objectifs pour le climat. Or, à l'heure actuelle, les forêts continuent de disparaître à raison de l'équivalent d'un terrain de football toutes les quelques secondes. Nous encourageons les pays à œuvrer de concert pour réformer les échanges internationaux de denrées agricoles (bœuf, soja, huile de palme entre autres) au profit d'une production durable et pour aider ainsi les agriculteurs à mieux gagner leur vie tout en protégeant les forêts.

Enfin, nous devons assainir notre air et réduire les émissions de CO₂ en optant pour la conduite d'automobiles, camionnettes et camions aux émissions égales à zéro. Le Royaume-Uni mettra fin à la vente de voitures neuves à essence et au diesel d'ici 2030. Les pays qui ont d'importants marchés automobiles doivent suivre notre exemple. Si nous lançons un signal fort à ce secteur industriel, l'investissement se tournera plus rapidement vers des technologies innovantes, propres, et tous les pays pourront en bénéficier plus vite.

NOUS AVANÇONS

Environ **70 %** de l'économie mondiale s'est désormais engagée à atteindre des émissions nettes égales à zéro, contre moins de 30 % lorsque le Royaume-Uni a pris le relai de la présidence de la COP.

Plus de 80 pays ont officiellement actualisé leurs CDN, et tous les pays du **G7** ont annoncé de nouveaux objectifs de **CDN qui les mettent** sur la voie de la neutralité carbone d'ici 2050.

Représentant environ la moitié de l'économie mondiale, tous les pays membres du **G7 ont mis à jour leurs objectifs** pour 2030 afin de s'engager sur la voie de la neutralité carbone d'ici 2050.

Dans deux tiers des pays du monde, le solaire et l'éolien coûtent désormais moins cher que les nouvelles centrales thermiques à charbon et à gaz.

IL EST URGENT QUE NOUS AGISSIONS

«La COP26 offre au monde l'occasion de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'ère des combustibles fossiles et commencer à aider la nature à se régénérer tout en veillant à ce que tous nos écosystèmes naturels qui subsistent restent intacts. Alors que les nations cherchent à rebâtir leurs économies dans l'après-Covid-19, nous avons vu que l'idée maîtresse était de "reconstruire en mieux" à la faveur d'une relance verte. De plus en plus de pays, d'entreprises et d'investisseurs manifestent également leur détermination à décarboner d'ici 2030 ou 2050. Ces engagements à long terme envoient certes un signal très important, mais ce sont les décisions que nous prenons aujourd'hui qui comptent vraiment. C'est ce que nous acceptons. Ce que nous refusons, et où nous choisissons d'investir notre capital humain et financier dans l'immédiat et non dans les années à venir. Le regard de la jeunesse est tourné sur la COP26 et au-delà, et chaque jour, chaque heure, chaque minute qui passe sans action urgente se solde par la trahison des attentes des générations futures. Tant de personnes sont d'ores et déjà victimes des pertes et des préjudices causés par la crise du climat, et bien que nous traversions tous la même tempête, nous ne sommes certainement pas tous dans la même galère. La COP26 est l'occasion et le moment de muer nos engagements en une action urgente concrète.»

ELIZABETH WATHUTI

COPRÉSIDENTE POUR LES PAYS DU SUD DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA COP26 POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA JEUNESSE ET FONDATRICE DE L'INITIATIVE GREEN GENERATION



LORD ZAC GOLDSMITH

PRIORITÉ À LA NATURE

«Nous devons soutenir la nature avec la même énergie que celle que nous avons observée pour la révolution des technologies propres. Tandis que les gouvernements planifient leur reprise économique après le Covid-19, une occasion qui ne se présente qu'une fois par génération nous est offerte de réconcilier nos économies avec le monde naturel et assurer un avenir plus vert, plus sûr et plus prospère.»

LORD ZAC GOLDSMITH

MINISTRE DÉLÉGUÉ AU PACIFIQUE ET À L'ENVIRONNEMENT



S'ADAPTER D'URGENCE POUR PROTÉGER LES COMMUNAUTÉS ET LES HABITATS NATURELS.

PARTOUT SUR TERRE, DES POPULATIONS VIVENT DÉJÀ LES EFFETS DÉVASTATEURS DE PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES EXACERBÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

Alors même que nous travaillons sans relâche pour réduire nos émissions, d'autres changements sont inévitables. Nous savons que les plus vulnérables sont les plus exposés aux risques liés aux changements climatiques, aux causes desquelles ils ont le moins contribué. Nous avons besoin dès maintenant d'agir pour y remédier et renforcer la résilience, avant que ne s'accroissent la mortalité et les pertes de moyens de subsistance.

La communauté internationale doit s'unir et soutenir les populations qui sont les plus vulnérables aux incidences des changements climatiques. Nous devons faire plus pour éviter, minimiser et gérer les pertes et les préjudices d'ores et déjà causés par les changements climatiques. Des plans et des financements accrus doivent être mis en place pour améliorer les systèmes d'alerte précoce, les ouvrages de protection contre les eaux et pour bâtir des infrastructures et une agriculture résilientes afin d'éviter davantage de pertes humaines, de pertes de moyens de subsistance et d'habitats naturels.

La protection et la réhabilitation des habitats sont un puissant moteur de résilience aux effets de l'évolution du climat. Elles permettent de renforcer les défenses naturelles contre les tempêtes et les inondations, tandis que les écosystèmes prospères contribuent à une agriculture durable et font vivre des milliards de personnes dans le monde entier.

Tous les pays devraient produire une « Communication d'adaptation », c'est-à-dire un résumé de ce qu'ils font ou prévoient de faire pour s'adapter aux incidences de l'évolution du climat, des difficultés qu'ils rencontrent et des domaines où ils ont besoin d'aide. De tels plans nous aideront à tirer ensemble des enseignements et à diffuser les pratiques de référence entre pays.

Le Royaume-Uni a créé l'initiative Adaptation Action Coalition, en partenariat avec l'Égypte, le Bangladesh, le Malawi, les Pays-Bas, Sainte-Lucie et le Programme des Nations Unies pour le développement. Cette coalition réunit les pays pour rechercher des solutions à certains des effets les plus difficiles des changements climatiques, et nous invitons tous les pays à nous rejoindre.



ANNE-MARIE
TREVELYAN

NOUS DEVONS AGIR ENSEMBLE

« Dans mon rôle, je suis très consciente du besoin d'écouter les pays en première ligne du changement climatique et de travailler avec eux pour faire avancer l'action mondiale pour l'adaptation à ses incidences et éviter, minimiser et gérer les pertes et les préjudices. Compte tenu des effets du Covid-19, il est d'une importance vitale que nous coopérions pour accroître les capitaux de toutes provenances et les rendre plus accessibles. Nous devons plaider pour que tous les pays aient mis en place des Plans nationaux d'adaptation et produisent des Communications d'adaptation qui partagent les pratiques de référence pour aider à muer l'ambition en actes. »

ANNE-MARIE TREVELYAN

DÉLÉGUÉE MINISTÉRIELLE INTERNATIONALE DU ROYAUME-UNI À L'ADAPTATION ET À LA RÉSILIENCE POUR LA PRÉSIDENTE DE LA COP26



NOUS AVANÇONS

Plus de 20 pays ont rejoint l'**Adaptation Action Coalition**, qui s'inscrit dans le prolongement de l'Appel à l'action pour l'adaptation et la résilience lancé en 2019 et signé par plus de 120 pays.

Plus de 1500 entreprises, investisseurs, régions et villes ont rejoint la campagne **Race to Resilience** (Course à la résilience). Pour bâtir un avenir résilient, tous sont déterminés à prendre des mesures en matière d'adaptation.

Plus de 40 pays et organisations ont adhéré au **Partenariat pour une action rapide** tenant compte des risques, qui s'engage à protéger un milliard de personnes des catastrophes d'ici 2025.

POUR RÉALISER NOS OBJECTIFS POUR LE CLIMAT, CHAQUE ENTREPRISE, CHAQUE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE, CHAQUE BANQUE, ASSUREUR ET INVESTISSEUR DEVRA CHANGER.

Les pays doivent gérer les incidences croissantes des changements climatiques sur la vie de leurs citoyens et pour ce faire, ils ont besoin de capitaux. L'envergure et la vitesse des changements que nous devons opérer exigeront toutes les formes de financement : capitaux publics pour le développement des infrastructures nécessaires à la transition vers une économie plus verte et plus résistante au climat ; capitaux privés pour financer la technologie et l'innovation, et pour permettre de transformer les milliards de fonds publics en billions d'investissements totaux pour le climat.

Les pays en développement ont particulièrement besoin de financement. Pour les accompagner, les pays développés doivent être fidèles à la promesse qu'ils ont faite de réunir au moins 100 Mrd GBP (142 Mrd USD) par an au titre du financement de la lutte contre le changement climatique. L'OCDE estime que 78,9 Mrd USD de fonds ont été mobilisés pour le climat en 2018. Ces fonds doivent servir notamment à créer des marchés pour l'adaptation et l'atténuation ainsi qu'à améliorer la quantité, la qualité et l'accessibilité des capitaux au profit des communautés du monde entier afin de mener l'action sur l'évolution du climat.

Le Royaume-Uni a l'intention de doubler son engagement envers le financement international de la lutte contre le changement climatique pour porter sa contribution à au moins 11,6 Mrd GBP (16,4 Mrd USD) entre 2021 et 2025. Nous souhaitons que les pays soient aussi nombreux que possible à suivre notre exemple et augmentent leur engagement jusqu'en 2025.

Avant la COP26, nous devons nous employer à mobiliser les billions de capitaux privés requis pour nous propulser vers la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. À cette fin, chaque décision financière doit prendre en compte le climat. Il s'agit notamment de toutes les décisions d'investissements privés, mais aussi de toutes les décisions de dépenses que prennent les pays et les institutions financières internationales à l'heure où ils mettent en œuvre des plans de relance pour redresser les économies après la pandémie.

Les entreprises doivent être transparentes au sujet des risques et des perspectives que les changements climatiques et le passage à une économie neutre en carbone présentent pour leurs activités. Les banques centrales et organismes régulateurs doivent faire en sorte que nos systèmes financiers puissent à la fois supporter les effets des changements climatiques et soutenir la transition vers la neutralité carbone. Cela implique aussi que les banques, assureurs, investisseurs et autres sociétés financières s'engagent à aligner leurs investissements et leurs prêts sur la neutralité carbone.



MOBILISER DES CAPITAUX.

NOUS DEVONS CHANGER

«À l'heure actuelle, notre espèce ébranle et déstabilise les fondations mêmes nécessaires à la prospérité de la vie sur Terre. Nous savons que les choses évoluent, et la COP26 représente l'une de nos dernières et plus cruciales possibilités de nous assurer que c'est à l'humanité de changer, et non à la planète.»

BELLA LACK

COPRÉSIDENTE DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA COP26 POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA JEUNESSE ET REPRÉSENTANTE DES JEUNES DES PAYS DU NORD

ALLIANCE FINANCIÈRE DE GLASGOW POUR LA NEUTRALITÉ CARBONE

Afin de tenir les promesses de l'Accord de Paris, toute l'économie mondiale doit changer. Les entreprises, banques, assureurs et investisseurs doivent tous adapter leurs modèles économiques et élaborer et mettre en œuvre des plans crédibles en faveur de la transition vers une économie neutre en carbone.

Pour encourager le secteur financier à faire plus, la présidence de la COP, les champions de haut niveau des Nations Unies pour l'action climatique et Mark Carney ont lancé la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ). Celle-ci rassemble d'ores et déjà plus de 160 entreprises, collectivement responsables de plus de 70 billions USD d'actifs, émanant des principales initiatives «net zéro» de tout le système financier visant à accélérer la transition vers des émissions nettes égales à zéro d'ici 2050 au plus tard. Ces initiatives doivent toutes être accréditées par la campagne Race to Zero, autrement dit suivre des directives scientifiques pour atteindre zéro émission nette et fixer des buts intermédiaires à l'horizon 2030. La GFANZ comprend 43 banques représentant 28,5 billions USD via la Net-Zero Banking Alliance (Alliance bancaire net zéro), 87 gestionnaires d'actifs représentant 37 billions USD via la Net Zero Asset Managers Initiative (Initiative des gestionnaires d'actifs net zéro), et 37 propriétaires d'actifs représentant 5,7 billions USD via la Net Zero Asset Owner Alliance (Alliance des propriétaires d'actifs net zéro). La GFANZ stimulera et rehaussera le niveau d'ambition du secteur financier envers la COP26 et au-delà.



MARK CARNEY

«Les capitaux sont essentiels pour accélérer la transition vers le net zéro et réaliser pleinement l'ambition de l'Accord de Paris. Au cours de l'année passée, les secteurs public et privé ont redoublé d'efforts pour mettre les fondations en place et faire en sorte que chaque décision financière prenne compte des changements climatiques. Au cours du dernier semestre avant la COP26, nous devons renforcer ces fondations en obtenant des grandes institutions financières privées mondiales des engagements en faveur du net zéro et avec de nouveaux marchés qui aident à répondre aux besoins du monde en développement.»

MARK CARNEY

CONSEILLER FINANCIER DU PREMIER MINISTRE POUR LA COP26

NOUS AVANÇONS

L'OCDE estime que **78,9 Mrd USD** de fonds ont été mobilisés pour le climat en 2018.

Les banques multilatérales de développement ont estimé que **41,5 Mrd USD** avaient été affectés aux pays en développement en 2019.

La Glasgow Financial Alliance for Net Zero représente plus de **70 billions USD** d'actifs consacrés au net zéro d'ici 2050.

Plus de **2000** organisations mondiales soutiennent le Groupe de travail pour les divulgations de données financières liées au climat (Taskforce for Climate-Related Financial Disclosures, TCFD).

17 banques centrales se sont engagées à soumettre leur système financier à des tests de simulations de crises dans le cadre des risques liés au climat.

PARVENIR À UN ACCORD DANS LES NÉGOCIATIONS : NOTRE RESPONSABILITÉ OFFICIELLE À LA PRÉSIDENTE DE LA COP26

Parvenir à un accord nous permettra d'atteindre nos trois autres buts et de montrer à chacun que le monde évolue vers une économie résiliente, aux émissions nettes égales à zéro.

Les négociations s'attacheront notamment à parachever les règles nécessaires à l'application de l'Accord de Paris, connues sous le nom de « Rulebook de Paris ». Nous devons trouver des solutions pour que les marchés du carbone puissent permettre de prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation plus ambitieuses. Nous devons résoudre les questions de la transparence dans la publication des rapports, afin d'instaurer la confiance dans le système et d'aider tous les pays à respecter leurs engagements. Nous devons en outre négocier un accord qui motive les gouvernements à préserver l'objectif du 1,5 degré dans les années à venir.

Les négociations onusiennes reposent sur le consensus. Pour obtenir un accord, il faudra donc ne rester indifférent à aucun problème et veiller à ce que chaque partie soit écoutée. C'est pourquoi nous faisons tout notre possible pour éliminer les obstacles qui empêchent chacun de participer à la COP26 et défendons les points de vue des communautés vulnérables aux changements climatiques, notamment les peuples autochtones et les communautés qui sont aux prises avec la transition des activités à fortes émissions de carbone.

Cependant, mettre la dernière touche au Rulebook de Paris ne permettra pas en soi d'atteindre la neutralité carbone. Cette décennie est décisive et nous devons passer de l'ambition à l'action. Les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile (parfois nommés « acteurs non étatiques ») doivent collaborer pour transformer la façon dont nous alimentons en énergie nos logements et nos entreprises, produisons nos aliments, développons les infrastructures et transportons nos citoyens et nos biens. C'est pourquoi nous travaillons la main dans la main avec les champions de haut niveau des Nations Unies pour l'action climatique pour favoriser la transformation dans l'économie mondiale.

En nous engageant ainsi à agir ensemble, nous posons les bases de progrès plus rapides dans la décennie à venir.



AGIR ENSEMBLE POUR TENIR NOS ENGAGEMENTS.



NIGEL TOPPING

NOUS VOULONS TENIR NOS ENGAGEMENTS

« Les États comme les acteurs non étatiques suivent le fil rouge qui les guidera d'ici 2050 vers des émissions nettes égales à zéro. Si nous voulons tenir la promesse de l'Accord de Paris, nous devons de toute urgence engager la réduction de nos émissions de moitié d'ici 2030, armés de solides plans à court terme et de stratégies à plus long terme. »

NIGEL TOPPING

CHAMPION DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES POUR L'ACTION CLIMATIQUE



MICHELLE SCRIMGEOUR

L'IMMOBILISME N'EST PAS ENVISAGEABLE

« Pour créer un avenir meilleur, nous devons mettre à profit notre accord collectif et porter notre attention sur nos engagements envers la neutralité carbone. Notre but est sans équivoque : protéger la société et les générations futures des conséquences des changements climatiques.

C'est aussi la perspective d'investissement de notre vie. Réunis en tant que chefs d'entreprises, alors qu'a commencé le compte à rebours menant au sommet de la COP26, nous pouvons aligner notre influence et notre puissance financière sur l'ambition de neutralité carbone et produire ainsi des retombées économiques et environnementales positives et durables. C'est le capitalisme inclusif à l'œuvre – l'immobilisme n'est pas envisageable. »

MICHELLE SCRIMGEOUR

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE, LEGAL & GENERAL INVESTMENT MANAGEMENT, COPRÉSIDENTE, GROUPE DES CHEFS D'ENTREPRISES À LA COP26

SUR LA ROUTE DE LA COP26

Nous voici déjà sur la route de la COP26, et celle-ci est jalonnée de plusieurs événements importants au cours desquels nous travaillerons d'arrache-pied pour réaliser les objectifs de la présidence britannique de la COP.

Glasgow sera le point d'orgue du travail sans relâche qu'a effectué la présidence britannique au cours de 2020 et 2021, travail qui se poursuivra jusqu'à ce que nous passions la présidence à la COP27 fin 2022, à un pays africain, comme le veut le système onusien d'orientation régionale.

SOMMET SUR L'AMBITION CLIMATIQUE

12 décembre 2020

En décembre 2020, les Nations Unies, le Royaume-Uni et la France ont organisé le Sommet sur l'ambition climatique, en partenariat avec le Chili et l'Italie. Le Sommet a réuni 75 dirigeants du monde entier. Nous avons grâce à lui fait un grand pas en avant, chaque dirigeant ayant annoncé, lors de cet événement ou juste avant, de nouveaux engagements, dont 28 CDN nouvelles et améliorées.

RENCONTRE MINISTÉRIELLE SUR LE CLIMAT & LE DÉVELOPPEMENT

30 mars 2021

La présidence britannique de la COP26 a rassemblé pays et partenaires pour examiner les défis et les priorités concernant l'application de l'Accord de Paris sur le climat et l'Agenda 2030 pour le développement durable dans les pays les plus vulnérables aux changements climatiques.

SOMMET DES DIRIGEANTS SUR LE CLIMAT

22-23 avril 2021

Convoqué par le président des États-Unis, Joe Biden, le Sommet des dirigeants sur le climat a rassemblé 40 dirigeants du monde entier afin de promouvoir une plus forte ambition pour le climat. Les États-Unis et le Japon y ont pris des engagements ambitieux pour réduire leurs émissions d'ici 2030. À l'issue de ce sommet, chaque pays du G7 avait une CDN qui les plaçait sur la voie de la neutralité carbone d'ici 2050.

DIALOGUE DE PETERSBERG SUR LE CLIMAT

6-7 mai 2021

En qualité de nouveau Président de la COP, le Royaume-Uni a coorganisé avec l'Allemagne le Dialogue de Petersberg sur le climat, qui réunissait des ministres de quelque 40 pays pour coopérer sur l'accélération des progrès des négociations avant Glasgow.

P4G

30-31 mai 2021

Réunissant chefs d'État, capitaines d'industrie, investisseurs et chefs de file de la société civile, le sommet P4G de Séoul aura pour thème le développement de partenariats public-privé d'envergure pour réaliser les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris.

12E RENCONTRE MINISTÉRIELLE SUR L'ÉNERGIE PROPRE (CEM) – 6E RENCONTRE MINISTÉRIELLE MISSION INNOVATION

31 mai – 6 juin 2021

Réunissant des ministres des grandes économies, la rencontre ministérielle annuelle CEM a pour but de partager les pratiques exemplaires et de promouvoir les politiques et les programmes qui encouragent et facilitent la transition vers les énergies propres dans l'économie mondiale.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – SESSIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES

31 mai – 17 juin 2021

La session des organes subsidiaires de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques convoque toutes les parties et tous les observateurs à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour faire progresser les négociations avant la COP26 à Glasgow.



CLIMATE AMBITION SUMMIT 2020

CLIMATE AMBITION SUMMIT

SOMMET SUR L'AMBITION CLIMATIQUE

12 décembre 2020

SOMMET DES DIRIGEANTS DU G7

11-13 juin 2021

Le Premier ministre Boris Johnson réunira les dirigeants des nations du G7, de l'UE et des pays invités pour unir les principales démocraties afin d'aider le monde à lutter contre le Covid-19 et par la suite à mieux s'en relever, et de créer un avenir plus vert et plus prospère.

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC-54) ET PLÉNIÈRE D'APPROBATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION 6 DU GROUPE DE TRAVAIL I

26 juillet-6 août 2021

Le GIEC prépare actuellement son sixième Rapport d'évaluation (RE6). La contribution du Groupe de travail I évalue la base scientifique physique du changement climatique. Elle fournira des données clés aux négociations lors de la COP26.

76E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU (AGNU)

14 septembre 2021

L'AGNU réunit les dirigeants des États membres de l'ONU pour examiner les enjeux mondiaux, notamment la relance après le Covid-19 et la lutte contre les changements climatiques. Elle sera une occasion critique pour les pays de se réunir avant la COP26 et de rehausser leur ambition pour le climat.

SEMAINE DU CLIMAT, NEW YORK

20-26 septembre 2021

La Semaine du climat rassemble chefs d'entreprises et de gouvernements pour présenter leur action pour le climat et réfléchir à comment faire plus; elle sera aussi un temps fort des engagements pris par les entreprises avant la COP26.

YOUTH4CLIMATE 2021 : DRIVING AMBITION

28-30 septembre 2021

400 jeunes dirigeants âgés de 15 à 29 ans engagés pour le climat et venus du monde entier se réuniront à Milan en septembre cette année pour aborder les questions urgentes liées aux changements climatiques et formuler une déclaration qui sera diffusée parmi les ministres présents à la Pré-COP.

PRÉ-COP26

30 septembre – 3 octobre 2021

La Pré-COP26 est une réunion préparatoire à la COP26. Elle rassemble les ministres d'un groupe représentatif de pays pour aborder et échanger les points de vue sur des aspects politiques clés des négociations, rechercher des solutions aux questions en suspens et donner le ton pour la COP26.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA BIODIVERSITÉ

11-24 octobre 2021

Réunis pour cette conférence à Kunming (Chine), les parties et les observateurs à la Convention de l'ONU sur la diversité biologique se pencheront sur l'action nécessaire pour inverser la perte de biodiversité et ses effets sur les écosystèmes, les espèces et les populations.

ASSEMBLÉES ANNUELLES GROUPE BANQUE MONDIALE/FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

15-17 octobre 2021

Les Assemblées annuelles réunissent les gouverneurs représentant les actionnaires autour de questions d'intérêt mondial, notamment les perspectives de l'économie mondiale, l'élimination de la pauvreté, le développement économique et l'efficacité de l'aide.

SOMMET MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT : POUR BÂTIR ENSEMBLE UN AVENIR VERT

19 octobre 2021

Le Sommet présentera la position de leader mondial du Royaume-Uni, son engagement en faveur de la neutralité carbone et les perspectives que cela offre sur tout le territoire britannique de stimuler des milliards de livres d'investissements au titre du Plan en dix points en faveur d'une révolution industrielle verte.

CONFÉRENCE DE LA JEUNESSE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COY16)

28 - 31 octobre 2021

Organisée sous la bannière du YOUNGO, le mouvement officiel de la jeunesse partie à la CCNUCC, cette conférence aujourd'hui dans sa seizième année sert de forum pour le renforcement des capacités et la formation politique des jeunes dirigeants du monde entier engagés pour le climat. La conférence aboutira à la publication d'un document d'orientation qui sera diffusé lors des négociations de l'ONU sur les changements climatiques. La COY16, qui se tiendra à Glasgow juste avant la COP, est cautionnée par la présidence britannique de la COP26, la CCNUCC et l'envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse.

SOMMET DES DIRIGEANTS DU G20

30-31 octobre 2021

Les grandes économies du monde se retrouvent au G20 pour aborder les défis communs. Le Sommet portera sur la relance après la pandémie et sur la lutte contre les changements climatiques afin de veiller à une reprise économique inclusive et durable.



COP26

31 octobre – 12 novembre 2021





COMMENT S'IMPLIQUER

VILLES, RÉGIONS, ENTREPRISES, INVESTISSEURS & UNIVERSITÉS

À la COP de Paris en 2015, les gouvernements ont formellement reconnu que ce n'était qu'en travaillant tous ensemble que nous parviendrions à relever le défi des changements climatiques. Ils ont décidé de nommer deux personnes – appelées champions de haut niveau – pour travailler avec les villes, les régions, les entreprises et les investisseurs.

Les champions de haut niveau des Nations Unies pour l'action climatique actuels sont du Chili (Gonzalo Muñoz) et du Royaume-Uni (Nigel Topping), et représentent les pays ayant l'actuelle et la prochaine présidence de la COP. Ensemble, Messieurs Muñoz et Topping collaborent avec des acteurs et organismes qui ne représentent pas de gouvernements nationaux (acteurs non étatiques) afin de créer une dynamique à l'approche de la COP26.

Race to Zero est le nom de la campagne internationale menée par les champions de haut niveau de l'ONU pour mobiliser du leadership et du soutien parmi les entreprises, villes, régions et investisseurs, en vue de construire une économie saine, résiliente et neutre en carbone.

Chaque membre de la campagne Race to Zero s'est engagé à réduire ses émissions de moitié d'ici 2030 et de parvenir à des émissions nettes égales à zéro dès que possible – et au plus tard d'ici 2050.

Villes, régions, entreprises, investisseurs et universités peuvent rejoindre Race to Zero et agir pour arriver à des émissions nettes égales à zéro. Race to Zero fait converger les engagements envers la neutralité carbone de divers grands réseaux et initiatives, dont la campagne pour les entreprises [Business Ambition for 1.5 C](#), l'initiative [Net-Zero Asset Managers Initiative](#), l'alliance de l'ONU [Net-Zero Asset Owner Alliance](#), l'alliance de l'ONU [Net Zero Banking Alliance](#) pour les sociétés financières, la coalition [Under2Coalition](#) pour les États et les régions, et [Global Universities and Colleges for the Climate](#), et bien d'autres encore.

Les acteurs non étatiques peuvent aussi rejoindre la campagne internationale Race to Resilience, menée par les champions de haut niveau des Nations Unies pour l'action climatique pour encourager les entreprises, les investisseurs, les villes et la société civile à agir pour renforcer la résilience aux risques climatiques chez les personnes appartenant à des groupes et à des communautés vulnérables.

RACE TO ZERO

2300+ ENTREPRISES

700+ VILLES

160+ INVESTISSEURS

600+ ÉTABLISSEMENTS

D'ENSEIGNEMENT

20+ RÉGIONS

Race to Zero est la plus grande alliance net zéro du monde, forte de plus de 3 800 membres, représentant plus de 15 % de l'économie mondiale, un milliard de personnes et 21 % des plus grandes entreprises du monde.

se sont engagés à réduire leurs émissions de moitié d'ici 2030 et de parvenir à des émissions nettes égales à zéro dès que possible – et au plus tard d'ici 2050 dans le cadre de Race to Zero.



COMMENT VOUS IMPLIQUER

NOUS AVONS TOUS UN RÔLE À JOUER DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nous collaborerons avec le naturaliste, animateur et réalisateur de télévision Sir David Attenborough, nommé « Avocat du peuple pour la COP26 », pour inspirer tout le monde à mener une action sur la route de la COP26.

Dans la période préparatoire au sommet, nous travaillerons avec vous, citoyens de tout le Royaume-Uni, pour recueillir vos propres témoignages sur l'action que vous menez. Des ingénieurs à l'œuvre dans les parcs éoliens offshore qui approvisionnent en énergie nos logements et nos entreprises aux initiatives locales qui encouragent enfants et parents à se rendre à l'école à pied, nous voulons témoigner de l'élan créé par des citoyens comme vous, tandis que nous nous mobilisons tous contre les changements climatiques.

Nous avons récemment lancé un processus pour inviter des organismes des quatre coins du Royaume-Uni à soumettre leurs idées d'événements, expositions et ateliers qui pourraient avoir lieu à Glasgow. Nous avons reçu plusieurs milliers de projets intéressants. Ils nous aideront à faire de la participation à la COP26 une expérience stimulante pour tous. Nous avons également collaboré étroitement avec le conseil municipal de la ville de Glasgow pour recruter des bénévoles pour soutenir la COP26 et avons obtenu un taux de réponse exceptionnel, avec plus de 10 000 candidatures.

Les écrivains en herbe pourront participer à notre concours Blue Peter Our Planet Now (« Notre Planète maintenant »). Les petits Britanniques sont invités à rédiger un poème ou une histoire sur un thème qui touche notre planète aujourd'hui. L'œuvre retenue sera adaptée en un court métrage animé réalisé par les studios Aardman Animations, lequel sera présenté en avant-première à la COP26 où il plantera le décor pour l'action urgente des dirigeants mondiaux pour le climat.

Nous souhaitons qu'il soit le plus facile possible pour les établissements scolaires, les élus, les autorités locales et les groupes religieux britanniques d'agir contre les changements climatiques avant la COP26. Que vous souhaitiez aider les gens à comprendre le sommet ou encourager des actions dans votre localité, nous aurons quelque chose à vous proposer. Nous diffuserons plusieurs boîtes à outils comprenant des suggestions marketing, des idées et des ressources pour vous aider. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web Together for our Planet.

Suivez @COP26 sur Twitter et Instagram pour avoir les dernières mises à jour et savoir comment vous pouvez vous impliquer.

« Je suis très honoré que l'on m'ait confié le rôle d'Avocat du peuple. Il ne pourrait pas y avoir de moment plus important pour parvenir à un accord international. L'épidémie nous a montré combien il était essentiel de trouver une entente parmi les nations si nous voulons résoudre de tels problèmes mondiaux. Mais les problèmes qui nous attendent dans les 5-10 prochaines années sont encore plus graves. Il est crucial que ces rencontres qui auront lieu à Glasgow, lors de la COP26, soient fructueuses, et qu'enfin les nations s'unissent pour résoudre les problèmes catastrophiques auxquels notre planète est confrontée aujourd'hui. »

SIR DAVID ATTENBOROUGH



FOIRE AUX QUESTIONS

QU'EST-CE QUE LA COP26?

LA COP26 EST L'ÉDITION 2021 DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

COP signifie Conférence des Parties. Les Parties sont les signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), traité adopté en 1994 et comptant 197 Parties (196 pays et l'UE). Organisée à Glasgow par le Royaume-Uni en partenariat avec l'Italie, la conférence 2021 sera la 26e rencontre des Parties, d'où son nom, la COP26.

Les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques comptent parmi les plus vastes rencontres internationales du monde. Les négociations entre gouvernements sont complexes et font intervenir des hauts fonctionnaires de tous les pays du monde ainsi que des représentants de la société civile et les médias internationaux de l'information.



QUE SE PASSE-T-IL À LA COP?

Les activités de la COP se déroulent dans deux zones distinctes : la zone bleue et la zone verte.

La zone bleue est réservée aux personnes accréditées auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'agence des Nations Unies chargée de coordonner la riposte mondiale contre la menace liée au climat. La zone bleue comprend les membres des délégations nationales, les personnes employées par les Nations Unies et les organismes et agences connexes, ou encore les membres des médias ou d'organisations à but non lucratif présentes en tant qu'observatrices.

Dans la zone bleue, les délégués de tous les pays se réunissent pour mener les négociations officielles et des consultations informelles. Ils peuvent également participer à des réunions avec d'autres délégations dans le but de clarifier leur position et leurs intérêts et, partant, de parvenir à une entente ou de sortir d'une impasse dans les négociations. La CCNUCC organisera aussi divers événements, notamment des exposés techniques, pour accompagner le processus des négociations.

La zone verte est destinée au grand public. Elle accueillera un large éventail d'événements, notamment des ateliers, des expositions et installations artistiques, ainsi que des présentations, des démonstrations de technologie et des spectacles musicaux ouverts à tous.

QU'EST-CE QUE L'ACCORD DE PARIS ?

L'Accord de Paris a été approuvé à l'issue de la COP21 en 2015. Pour la première fois dans l'histoire, presque tous les pays du monde se sont engagés à réduire leurs émissions en vertu d'un accord juridiquement contraignant.

D'un côté, il s'agissait d'un processus descendant, puisque chaque pays, quelle que soit sa taille, s'est engagé à réduire ses émissions de CO₂ afin de limiter le réchauffement climatique à bien en dessous de 2 degrés, et dans l'idéal à 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels ; d'un autre côté, le processus était ascendant, puisqu'il laissait une certaine marge de manœuvre à chaque pays pour décider de la façon d'y parvenir. Ces engagements ont été nommés Contributions déterminées au niveau national (CDN).

L'Accord de Paris a en outre fixé des buts ambitieux en matière d'adaptation et de financement, reconnaissant que des populations nombreuses dans le monde ressentaient déjà les effets de l'évolution du climat, et qu'elles auraient besoin de soutien – financier, technique et aide au renforcement des capacités.





POURQUOI EST-IL IMPORTANT DE LIMITER LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES À 1,5 DEGRÉ ?

Si le réchauffement climatique s'élevait de 2 degrés, les répercussions sur l'humanité et sur la nature seraient très nombreuses et graves. Un tiers de la population mondiale serait régulièrement exposée à une chaleur intense, entraînant des problèmes de santé et une mortalité accrue liée à la chaleur.

Presque tous les récifs coralliens d'eaux tièdes seraient détruits, et la glace de mer arctique fondrait entièrement au moins un été sur dix, ce qui aurait des effets dévastateurs sur les espèces sauvages et les communautés qui en dépendent. Nous ne pouvons exclure la possibilité que soit enclenchée une perte irréversible des inlandsis du Groenland et de l'Antarctique, ce qui entraînerait au cours des prochains siècles une élévation de plusieurs mètres du niveau de la mer.

À 1,5 °C, les effets seraient sérieux, mais moins graves. Les risques de pénuries d'eau et de denrées alimentaires seraient moindres, les risques pour la croissance économique plus faibles, et il y aurait moins d'espèces menacées d'extinction. Les risques sanitaires liés à la pollution atmosphérique, aux maladies, à la malnutrition et à l'exposition aux chaleurs extrêmes seraient eux aussi réduits. C'est pourquoi chaque fraction de degré de réchauffement compte, et pourquoi nous sommes résolus à ne pas perdre de vue l'objectif du maintien de la hausse des températures à 1,5 degré.

NOUS REMERCIONS NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES.





United Nations
Climate Change



**UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021**

IN PARTNERSHIP WITH ITALY



UK Government